

GAGNER SON TEMPS EN AGISSANT

Un rapport d'experts dont la tête pensante n'est autre que l'un des auteurs du programme de Macron (ancien conseiller de Hollande) préconise au gouvernement le gel du SMIC. C'est un appel au meurtre social. Le MEDEF ne peut mieux rêver en trouvant de tels collaborateurs à ses exigences. Les plus faibles seraient encore plus faibles. C'est en fait dans la droite ligne de la politique du Président toute entière dévolue et déroulée pour les riches. Les retraités, avec la hausse de 1.7 % de leur CSG pour 60 % d'entre eux, vont subir de plein fouet une nouvelle et violente attaque contre leur pouvoir d'achat. Pendant ce temps-là l'ex PDG de Carrefour a perçu une indemnité de départ de 3 millions d'euros et 500 000 euros de bonus annuel à vie. Et nous devrions culpabiliser de demander de toucher au moins autant à la retraite qu'en activité. ? Nous n'avons pas 36 solutions : la lutte toujours la lutte. Mais en s'y mettant beaucoup, beaucoup plus pour enrayer la machine antisociale qui n'a que trop duré depuis plusieurs décennies. Seuls ceux qui luttent gagnent. Alors, n'attendons pas pour nous engager. Investissons toutes les initiatives. A ceux et celles qui ne sont pas adhérents CGT, proposons leur l'adhésion. C'est le bon chemin pour passer de 2017 à 2018. Bonnes fêtes à toutes et tous.



L'UFR et le collectif Flash vous souhaitent de bonnes fêtes de fin d'année

Négociation de fusion AGIRC-ARRCO

Le 17 novembre 2017, s'est tenue la dernière séance de négociation sur la fusion en un seul régime de retraite complémentaire des régimes AGIRC (cadres) et ARRCO. Le document soumis à la signature des organisations syndicales par le patronat reprend en particulier les dispositions profondément régressives de l'accord d'octobre 2015 : baisse de la pension de 10%, pendant 3 ans, si un salarié ne recule pas son âge de départ sans décote d'un an. recul de la date de revalorisation des retraites du 1er avril au 1er novembre ; à partir du 1/01/2019, plus d'acquisition de nouveaux droits pour la garantie minimale de points des cadres ; revalorisation de la valeur d'achat et de

la valeur de service du point tenant compte d'un facteur de soutenabilité financière qui n'exclut plus une baisse de la valeur de service donc des retraites, ce qui va au-delà des dispositions de l'accord d'octobre 2015. Le nouveau régime sera lui aussi déficitaire et la question d'un accroissement des ressources est toujours refusée par le patronat. La CGT appelle les salariés à la plus grande vigilance, dès le début de la concertation sur la réforme des retraites Macron prévue en 2018.

Droits sociaux des retraités

La Poste racle les fonds de tiroirs en supprimant la gratuité de la carte bleue dont un certain nombre de retraités bénéficiaient, idem pour le relevé décadaire des CCP. Ces décisions inadmissibles nous permettent de rappeler nos revendications de fond sur l'octroi pour tous les retraités de droits sociaux au moins du niveau de ceux acquit par les actifs. Cela ne viendra pas tout seul aussi la Commission Nationale de notre UFR décide d'une pétition pour la gratuité des produits bancaires et de téléphonie.

Haro sur les retraites.

Notre pension de décembre sera supérieure à celle de Janvier. Belles étrennes de la part du gouvernement. Elles vont être amputées de 1,7%. Insupportable !

Cahier revendicatif des retraités.

L'UFR a mis à disposition un questionnaire revendicatif qui permet l'expression des doléances et des besoins des retraités. Demandez-le auprès de la section syndicale UFR et emparez-vous en.

Carte de vœux au Président de la République

L'UCR a édité une carte de vœux revendicative à l'intention du Président de la République. Signez-la par milliers pour vous rappeler à son bon souvenir, lui qui ne daigne pas recevoir les organisations de retraités malgré plusieurs rappels.



FERPA : suite à donner à l'AG et au comité exécutif des 7 et 8 novembre.

Cette AG a donné l'occasion aux syndicats des différents pays d'intervenir sur le fonctionnement et les travaux des deux dernières années, mais surtout à définir une feuille de route pour la fin de la mandature. Les organisations syndicales participantes sont prêtes à participer à des actions et manifestations

dans les capitales européennes dont Paris.

Parking de l'hôpital de Pau : succès des retraités

Les retraités de Pau et les salariés de l'hôpital de Pau ont obtenu que le parking de l'hôpital demeure public et gratuit. Des mois d'actions, plus de 10 000 pétitions, la recherche permanente du rassemblement le plus large, la mobilisation de la population et des salariés, les démarches auprès des élus auront eu gain de cause

6ème ordonnance : coup de balai contre le syndicalisme.

Cette dernière ordonnance qui se voulait anodine est d'une extrême gravité contre le droit syndical. Sans aucune concertation, cette 6ème ordonnance aggrave les atteintes aux droits et garanties collectives des salariés, dont le monopole syndical et la négociation collective.

Ordonnances Macron/Medef : le gouvernement offre un kit clé en mains pour licencier en toute impunité

Alors que la ratification des ordonnances n'est pas encore effective, la Ministre du Travail vient d'adresser, pour validation, aux organisations syndicales six projets de modèle de lettre de licenciement qui précisent le cadre et la procédure à suivre en fonction des motifs invoqués : motif disciplinaire, inaptitude, motif non disciplinaire, motif économique individuel, motif économique pour des licenciements collectifs. C'est à la fois inacceptable sur la forme de la consultation que s'agissant du fond !

Ordonnances : même les activités sociales et culturelles sont menacées

Le gouvernement essaie de donner la possibilité aux employeurs, via le Conseil social et économique de réduire le budget des activités sociales et culturelles. La CGT revendique le droit d'y accéder, pour tous les salariés, quel que soit la taille de l'entreprise.

Loi Travail XXL : majoritaire à l'assemblée nationale, minoritaire dans le pays

Ratifiées, le 28 novembre, à une très large majorité (463 pour, 74 contre et 2 abstentions) à l'assemblée nationale, la

réforme du code du travail est toujours aussi massivement rejetée par les français (65 % contre) La CGT a pris ses responsabilités pour combattre cette loi qui s'inscrit dans un projet plus global de régression sociale. Les chantiers à venir comme la formation professionnelle, l'apprentissage, l'assurance chômage, la retraite sont les curseurs suivants que le gouvernement entend bouger. La CGT n'en a pas fini avec la loi Travail XXL.

Violences sexistes et sexuelles faites aux femmes- Une première victoire à renforcer



Suite à l'interpellation des syndicats et des féministes, le gouvernement français vient de changer sa position et soutient maintenant

clairement l'adoption d'une convention OIT contraignante contre les violences sexistes et sexuelles notamment une définition large des responsabilités de l'employeur et des violences au travail, (sachant que 25% des agressions sexuelles ont lieu au travail... et par la formation des inspecteurs-trices du travail. Sans attendre celle-ci, la CGT demande au gouvernement de mettre en place, en France, les mesures qu'il soutient au niveau international. Car comment parler d'une grande cause nationale, comme le prétend E. Macron, quand la priorité budgétaire n'est pas au rendez-vous ?

Ils luttent, ils gagnent



des heures supplémentaires, la livraison de 7 nouveaux vélos, 3 CDD en CDI, la création d'un emploi et la révision de l'organisation. La direction craignant un élargissement attribue des moyens pour les sites de Marcq-en-Bareuil et de Wambrechies. Dans les centres courrier du Finistère nord des emplois sont gagnés et plusieurs revendications satisfaites.

Les facteurs de Lille Hellemmes distribution obtiennent le paiement

Syndicalisation

Gagner autant d'adhérents en 2017 qu'en 2016 est à notre portée. Pour les concrétiser au plus vite, l'étape du conseil national de la fédération de décembre 2017 peut en constituer un tremplin. Cela dépend de nous tous.

Elections Orange.

Le scrutin CA et CE-DP vient de se dérouler. Au CA, la CGT reste 1ère organisation parmi les employés et la maîtrise et obtient 9.07 % chez les cadres, la mettant en 5ème position. Au CE, avec 9051 inscrits en moins, la CGT perd 2.39 % et près de 3000 voix et passe à la 3ème place derrière la CFDT et la CGC. La CE fédérale appelle les militants et les syndiqués à réfléchir à notre activité, en particulier vers les nouveaux salariés et à prioriser les lieux de travail.

Socle social européen de droits sociaux : une première étape. La bataille continue !

Une Union européenne (UE) divorcée des peuples n'a pas d'avenir. L'annonce est venue du président de la Commission dans son discours sur l'état de l'Union en 2015. Le 17 novembre 2017 a eu lieu le sommet de Göteborg des chefs d'État, pouvant décider de la « proclamation » du socle européen des droits sociaux, mais dans lequel les syndicats ne sont guère invités à donner leur avis sur le sujet et pourtant ce sujet devient incontournable. Le patronat européen, représenté par Business Europe, quant à lui est vent debout contre ce socle. Mais une proclamation de socle des droits sociaux à Göteborg ne suffira pas ! Les actions, les débats ne doivent pas s'arrêter pour obtenir la transformation de l'Europe libérale en Europe sociale

Sommet Union Africaine - Union Européenne : les autorités ivoiriennes interdisent une réunion des sociétés civiles d'Afrique et d'Europe.

A Abidjan des centaines de représentants des sociétés civiles se sont vu interdire l'accès aux locaux de la Bourse du Travail de Treichville. Ces réunions étaient organisées dans le cadre du Forum Citoyen Afrique-Europe. Nous condamnons avec la dernière énergie cette intervention brutale.